

*États financiers consolidés de l'*

**INSTITUT INTERNATIONAL  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*31 mars 2012*

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de  
l'Institut international du développement durable

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de l'Institut international du développement durable qui comprennent le bilan consolidé au 31 mars 2012 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### *Opinion*

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2012, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.



Comptables agréés

Winnipeg (Manitoba)  
Le 28 juin 2012

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Bilan consolidé	1
État consolidé de la variation des actifs nets	2
État consolidé des résultats	3
État consolidé des flux de trésorerie	4
Notes complémentaires	5-18
Annexe 1 – Annexe consolidée du fonctionnement par secteur d'activité	19
Annexe 2 – Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières	20-22

# INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Bilan consolidé

31 mars 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
<b>ACTIF</b>		
À COURT TERME		
Trésorerie (note 9b)	3 545 374 \$	1 063 546 \$
Titres négociables (note 5)	7 592 158	8 104 934
Débiteurs	9 628 547	9 790 219
Frais payés d'avance et dépôts	196 190	161 970
	<u>20 962 269</u>	<u>19 120 669</u>
IMMOBILISATIONS (note 6)	264 497	244 301
	<u>21 226 766 \$</u>	<u>19 364 970 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	1 954 611 \$	1 440 861 \$
Produits reportés (note 7)	12 051 617	10 302 168
	<u>14 006 228</u>	<u>11 743 029</u>
ENGAGEMENTS (note 9)		
<b>ACTIFS NETS</b>		
Actifs nets investis en immobilisations	264 497	244 301
Réserve pour création de programmes (note 3h)	4 349 930	4 445 049
Fonds d'innovation (note 4)	9 972	5 972
Fonds de campagne (note 4)	7 165	26 242
Actifs de fonctionnement nets non affectés	2 588 974	2 900 377
	<u>7 220 538</u>	<u>7 621 941</u>
	<u>21 226 766 \$</u>	<u>19 364 970 \$</u>

**INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**  
**État consolidé de la variation des actifs nets**  
**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

	Actifs nets investis en immobilisations	Réserve pour création de programmes	Fonds d'innovation	Fonds de campagne	Actifs de fonctionnement nets non affectés	<b>Total 2012</b>	Total 2011
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	244 301 \$	4 445 049 \$	5 972 \$	26 242 \$	2 900 377 \$	<b>7 621 941 \$</b>	7 129 711 \$
Apports aux projets approuvés	-	-	-	(125 077)	-	<b>(125 077)</b>	(486 620)
Apports reçus	-	-	4 000	106 000	-	<b>110 000</b>	432 201
Excédent (des charges sur les produits) des produits sur les charges	(94 402)	-	-	-	(291 924)	<b>(386 326)</b>	546 649
Investissement en immobilisations	114 598	-	-	-	(114 598)	-	-
Affectation d'origine interne (note 3h)	-	(95 119)	-	-	95 119	-	-
<b>SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>264 497 \$</b>	<b>4 349 930 \$</b>	<b>9 972 \$</b>	<b>7 165 \$</b>	<b>2 588 974 \$</b>	<b>7 220 538 \$</b>	<b>7 621 941 \$</b>

# INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## État consolidé des résultats

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	2012	2011
PRODUITS (notes 3b) et 4)		
Subventions affectées à des fins particulières	13 079 799 \$	12 618 357 \$
Subventions de fonctionnement	2 888 530	3 111 467
Fonds d'innovation	6 667	32 664
Intérêts	185 751	267 633
Autres produits	84 387	282 681
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>16 245 134</b>	<b>16 312 802</b>
CHARGES (note 8 et annexe 1)		
Projets		
Commerce et investissement	5 462 245	5 210 805
Services de production de rapports	3 641 792	3 296 281
Changements climatiques et énergie	2 674 874	2 167 190
Capital sociétal et naturel	1 761 254	2 045 370
Connectivité mondiale	848 037	727 376
Création de nouveaux projets	95 772	91 088
Fonds d'innovation	7 496	33 671
	<b>14 491 470</b>	<b>13 571 781</b>
Administration	1 403 953	1 229 383
Financement, publication et communications	599 415	850 937
Conseil d'administration	136 622	114 052
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>16 631 460</b>	<b>15 766 153</b>
EXCÉDENT (DES CHARGES SUR LES PRODUITS) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<b>(386 326)</b>	546 649
MONTANT (PROVENANT DES) AFFECTÉ AUX ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
Actifs nets investis en immobilisations	(20 196)	50 487
Réserve pour création de programmes	95 119	78 269
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<b>(311 403)</b>	675 405
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>2 900 377</b>	<b>2 224 972</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>2 588 974 \$</b>	<b>2 900 377 \$</b>

**INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**  
**État consolidé des flux de trésorerie**  
**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent (des charges sur les produits) des produits sur les charges pour l'exercice	<b>(386 326) \$</b>	546 649 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
(Gain) perte sur cession d'immobilisations	-	(1 225)
Apports aux projets approuvés	<b>(125 077)</b>	(486 620)
Apports reçus pour les projets approuvés	<b>110 000</b>	432 201
Amortissement des immobilisations	<b>94 402</b>	133 716
	<b>(307 001)</b>	624 721
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de fonctionnement		
Débiteurs	<b>161 672</b>	(1 181 655)
Frais payés d'avance et dépôts	<b>(34 220)</b>	120 848
Créditeurs et charges à payer	<b>513 750</b>	(665 558)
Produits reportés	<b>1 749 449</b>	(416 662)
	<b>2 083 650</b>	(1 518 306)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Achat d'immobilisations	<b>(114 598)</b>	(83 386)
Produit de la cession d'immobilisations	-	1 383
Acquisition et échéances des placements – montant net	<b>512 776</b>	176 468
	<b>398 178</b>	94 465
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>2 481 828</b>	(1 423 841)
<b>POSITION DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>1 063 546</b>	2 487 387
<b>POSITION DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>3 545 374 \$</b>	1 063 546 \$

# INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Notes complémentaires

31 mars 2012

---

### 1. CONSTITUTION, MANDAT ET SITUATION FISCALE

L'Institut international du développement durable (l'« IIDD » ou l'« Institut ») a été constitué en société sans capital-actions le 15 mars 1990 en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*. Il a commencé ses activités peu après à partir de son siège social de Winnipeg, dans la province du Manitoba, au Canada.

L'IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada. De plus, il est exonéré des impôts sur le revenu aux États-Unis en vertu de l'alinéa 501c)3) de l'*Internal Revenue Code*.

La mission de l'IIDD vise un mieux-vivre durable pour tous. Sa mission consiste à assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation.

### 2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Nouveau référentiel comptable

En décembre 2010, l'ICCA a publié un nouveau référentiel comptable applicable aux organismes sans but lucratif du secteur privé. En vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, les organismes sans but lucratif du secteur privé devront choisir entre les Normes internationales d'information financière et les normes comptables pour les organismes sans but lucratif, selon ce qui leur convient le mieux. L'Institut prévoit actuellement d'adopter les normes comptables pour les organismes sans but lucratif pour l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> avril 2012. L'incidence de cette transition ne devrait pas être significative.

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

L'Institut a choisi de se prévaloir de l'exemption prévue par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») qui permet aux organismes sans but lucratif de ne pas appliquer les chapitres 3862 et 3863 du *Manuel de l'ICCA* qui, autrement, auraient été applicables aux états financiers de l'Institut pour l'exercice clos le 31 mars 2012. L'Institut applique les exigences du chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*.

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et comprennent les principales conventions comptables suivantes :

#### a) Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés incluent les actifs et les passifs, les actifs nets, les produits, les charges et les autres opérations de la fiducie IISD Business Trust, d'IISD Solutions et de l'Institut international du développement durable, Bureau européen (IIDD – Europe), toutes contrôlées par l'IIDD. Toutes les opérations importantes ainsi que les soldes intersociétés ont été éliminés au moment de la consolidation.



### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

#### a) *Périmètre de consolidation (suite)*

IISD Business Trust exerce des activités de consultation et d'autres activités commerciales qui correspondent au mandat de l'IIDD. IISD Solutions est une société sans capital-actions constituée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* et agit à titre de fiduciaire d'IISD Business Trust. L'IIDD nomme les membres d'IISD Solutions et, conformément aux modalités d'IISD Business Trust, toutes les ressources de la fiducie doivent être fournies à l'IIDD à titre de bénéficiaire unique. L'Institut international du développement durable, Bureau européen (IIDD – Europe) a été constitué à titre d'association en vertu du Code civil suisse le 13 juin 2008 en vue de répondre aux critères d'admissibilité établis par certains fondateurs éventuels en Europe. Il a été activé en trois étapes. Des comptes bancaires ouverts en son nom sont utilisés en vertu d'une convention. IIDD – Europe exercera les fonctions guichet payeur pour IIDD. Au cours de l'exercice, des employés sélectionnés, situés à Genève, ont été transférés à IIDD – Europe pour fournir des services aux projets de l'IIDD.

#### b) *Constatation des produits*

##### i) Produits tirés des subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement sont accordées à condition qu'elles soient dépensées en respectant le mandat de l'IIDD. Les produits tirés des subventions de fonctionnement sont comptabilisés selon les montants annuels prévus dans les accords de financement. Les montants supplémentaires reçus en vertu des accords de subvention en vigueur sont comptabilisés à titre de produits reportés.

##### ii) Produits tirés des subventions affectées à des fins particulières

Les subventions affectées à des fins particulières doivent être dépensées en respectant la volonté du donateur. Les produits tirés de subventions affectées à des activités particulières courantes sont comptabilisés lorsque les charges connexes sont engagées selon la méthode du report. Les subventions affectées à des fins particulières visant des activités particulières ultérieures sont inscrites à titre de produits reportés. Les produits tirés des subventions affectées aux activités de création de programmes ou de développement à long terme sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel la subvention est octroyée.

##### iii) Fonds d'innovation

Les produits tirés des projets du Fonds d'innovation sont comptabilisés dans les comptes à mesure que les charges connexes sont engagées.

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

#### b) *Constatation des produits (suite)*

##### iv) Fonds de campagne

Les produits tirés des projets financés par le Fonds de campagne sont comptabilisés dans les comptes à mesure que les charges connexes sont engagées.

##### v) Intérêts créditeurs

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, compte tenu de l'amortissement des escomptes ou des primes à l'acquisition d'obligations.

##### vi) Autres produits

Les autres produits sont comptabilisés dans les comptes lorsque le service a été fourni, que les montants sont déterminés et que le recouvrement est considéré comme probable.

#### c) *Instruments financiers*

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement comme il est décrit ci-dessous. Leur classement dépend des fins auxquelles les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de la désignation que leur a donnée l'IIDD.

#### Classement

Trésorerie	Détenus à des fins de transaction
Débiteurs	Prêts et créances
Titres négociables	Détenus jusqu'à l'échéance
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs

#### Détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs financiers qui sont généralement acquis afin d'être revendus avant leur échéance ou qui sont désignés comme détenus à des fins de transaction. Ils sont mesurés à la juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur incluant les intérêts gagnés, les intérêts courus, les gains et les pertes réalisés sur cession et les gains et les pertes non réalisés sont inclus dans les intérêts créditeurs.

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**

*c) Instruments financiers (suite)*

Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Détenus jusqu'à l'échéance

Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, autres que des prêts et créances, que l'entité a l'intention bien arrêtée et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ces actifs financiers sont mesurés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Autres passifs

Les autres passifs sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comprennent tous les passifs financiers, à l'exception des instruments dérivés.

Méthode du taux d'intérêt effectif

L'IIDD a recours à la méthode du taux d'intérêt effectif pour constater les intérêts créditeurs ou débiteurs, qui incluent les coûts ou honoraires de transaction, et les primes ou escomptes reçus ou engagés relativement à des instruments financiers.

*d) Immobilisations*

Les dépenses en immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement, fondé sur le coût moins la valeur résiduelle sur la durée de vie utile de l'actif, est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées et selon les taux suivants :

Systemes informatiques	3 ans, sans valeur résiduelle
Matériel	10 ans, valeur résiduelle de 5 %
Tenures à bail	Durée initiale plus un renouvellement

*e) Coûts de production des publications*

Les coûts de production des publications sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel les publications sont imprimées.

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**

*f) Conversion des devises*

Les montants libellés en devises sont convertis en dollars canadiens comme suit :

Les soldes monétaires, qui comprennent la trésorerie, les titres négociables, les débiteurs et les créditeurs et charges à payer, sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Les soldes non monétaires, qui comprennent les frais payés d'avance et les dépôts, les produits reportés et les immobilisations, sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

Les produits et les charges sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains ou les pertes de change sont pris en compte dans le calcul des autres produits.

*g) Utilisation d'estimations*

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges présentés pour la période considérée. Les estimations importantes comprennent les produits constatés en fonction du pourcentage d'achèvement estimatif. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

*h) Réserves*

Le conseil d'administration a imposé une affectation d'origine interne à des actifs nets de l'Institut comme suit :

La réserve pour création de programmes a été constituée à même le solde inutilisé de la subvention initiale d'Environnement Canada (1990-1995), pour son utilisation éventuelle conformément au mandat de l'IIDD. La réserve est utilisée pour financer les coûts liés aux activités de création de nouveaux projets de l'Institut, ainsi que toute initiative additionnelle que pourrait occasionnellement approuver le conseil d'administration.

*i) Ventilation des charges*

L'IIDD ventile mensuellement des charges de comptes de frais généraux entre ses programmes selon un pourcentage de ventilation qui correspond au pourcentage du total des coûts directs de la main-d'œuvre pour un projet par rapport au total des coûts directs de la main-d'œuvre de l'Institut pour un mois donné. Les informations requises sont présentées à la note 8.

# INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Notes complémentaires

31 mars 2012

### 4. ACCORDS DE FINANCEMENT

#### Subventions affectées à des fins particulières

L'IIDD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	<u>Subventions selon les accords</u> <u>(Annexe 2)</u>	
	<b>2012</b>	2011
	(en milliers de dollars)	
Gouvernements et organismes		
canadiens	<b>1 465 \$</b>	1 901 \$
internationaux	<b>6 623</b>	7 253
	<b>8 088</b>	9 154
Organismes des Nations Unies	<b>1 105</b>	1 009
Organismes internationaux	<b>1 025</b>	901
Fondations philanthropiques	<b>233</b>	585
Secteur privé et autres	<b>2 741</b>	767
	<b>13 192 \$</b>	12 416 \$

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits sont ventilés par secteur d'activité comme suit : les autres produits englobent les ventes de publications, le recouvrement des coûts et, en ce qui a trait au poste Administration, création de nouveaux projets, financement, publication et communications, le gain net de change au 31 mars 2012 d'un montant de 9 000 \$ (147 000 \$ en 2011).

<u>Secteurs</u> <u>d'activité</u>	<u>Autres</u> <u>produits</u>	<u>Fonds</u> <u>d'innovation</u>	<u>Subventions</u> <u>affectées à des</u> <u>fins particulières</u>	<u>Total</u>
	(en milliers de dollars)			
Commerce et investissement	5 \$	– \$	4 911 \$	4 916 \$
Services de production de rapports	–	–	3 413	3 413
Changements climatiques et énergie	23	–	2 264	2 287
Capital sociétal et naturel	35	–	1 603	1 638
Connectivité mondiale	8	–	775	783
Administration, création de nouveaux projets, financement, publication et communications	13	–	114	127
	84	–	13 080	13 164
Fonds d'innovation	–	7	–	7
	<b>84 \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>13 080 \$</b>	<b>13 171 \$</b>

#### 4. ACCORDS DE FINANCEMENT (suite)

##### Fonds d'innovation

En 2005, le conseil d'administration a constitué le Fonds d'innovation IIDD ayant pour but de recevoir les apports des donateurs destinés à être affectés au développement de nouvelles idées pour un monde meilleur et à combler les besoins futurs. Le Fonds d'innovation fournit du « capital-risque intellectuel » aux chercheurs de l'IIDD afin qu'ils repoussent les frontières de l'innovation en offrant une flexibilité habituellement absente des mécanismes conventionnels de financement. Les subventions sont octroyées à des projets précis du Fonds d'innovation par suite d'un processus d'examen officiel comprenant des critères préétablis.

##### Sommaire des activités du Fonds d'innovation depuis sa création jusqu'au 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

Apports reçus :

Alcan Inc.	90 \$
The Kathleen M. Richardson Foundation	75
La Great-West, compagnie d'assurance-vie	75
Groupe Investors	75
Manitoba Hydro	75
JFC Burns Investment	35
La compagnie E. I. du Pont Canada	20
Autres (moins de 10 000 \$)	18
	<hr/>
	463
Montant affecté de la réserve pour création de programmes	20
	<hr/>
	483

# INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Notes complémentaires

31 mars 2012

---

### 4. ACCORDS DE FINANCEMENT (suite)

#### Fonds d'innovation (suite)

Subventions octroyées aux projets :

##### Exercices antérieurs

Rapport sur le développement humain et l'écosystème	17 \$
Dégager les défis posés par l'environnement et la sécurité en Chine	14
Défis relatifs à la gouvernance et à la reddition de comptes pour les entités non juridiques	13
Droits relatifs aux catastrophes naturelles et aux ressources	13
Renforcement des capacités pour un développement durable en Corée du Nord	7
Changements climatiques, ressources et conflit : comprendre les liens entre l'environnement et la sécurité au Soudan	25
Réaliser l'avantage de Budapest : institutionnaliser la présence de l'IIDD au sein de l'Union européenne	9
Condensé actualisable et électronique des décisions d'arbitrage relevant du droit international des investissements	34
Approche écosystémique des objectifs du Millénaire pour le développement et des accords environnementaux multilatéraux	26
Changements climatiques et santé	17
Centre de services consultatifs en matière de droit international des investissements	29
Approvisionnement durable	25
Dialogue entre le Commonwealth et la francophonie	30
Créer des systèmes d'information de prochaine génération pour les parties prenantes relatifs à des projets avec indicateur intégré/à des projets de scénarios futurs	30
Logiciel libre/de fixation à froid : laboratoire de communications de l'IIDD	23
Étude de faisabilité d'espaces verts	19
Promouvoir un investissement durable dans le secteur de l'eau : nouvelle orientation du projet de classification croisée sur l'eau de l'OCDE	40
Private Social Equity	31
Gender Impacts of Regional Trade Agreements	29
Gender Equity in Commodity Sustainability Standards	13
Promouvoir Gender Equity in Sustainable Commodity Standards	38
Recouvrement de subventions octroyées au cours d'exercices antérieurs	(9)
	<hr/>
	473

##### Exercice considéré

Solde du Fonds d'innovation au 31 mars 2012	10 \$
---	-------

---

# INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Notes complémentaires

31 mars 2012

---

### 4. ACCORDS DE FINANCEMENT (suite)

#### Fonds de campagne

En 2007, le conseil d'administration a lancé une campagne de financement visant à recevoir de donateurs des apports qui serviront à des projets ayant trait au développement durable dans lesquels s'impliquent de jeunes professionnels, à des initiatives liées aux changements climatiques, à des initiatives communautaires et autres besoins du programme. Des subventions sont octroyées à des projets particuliers qui répondent aux critères de la campagne.

#### Sommaire de la campagne de financement depuis sa création jusqu'au 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

#### Apports reçus :

Manitoba Hydro	500 \$
Fondation McCall MacBain	237
Fondation RBC	301
Particuliers	110
JFC Burns Investment	35
Stewards Edge	25
Winnipeg Foundation	25
CP Loewen Family Foundation	20
Banque HSBC Canada	13
Delmar Global Trusts	12
Lake Winnipeg Foundation	10
Gold Coast Securities	5
Ghana Growth Fund	5
Assiniboine Credit Union	2
Exportation et développement Canada	1
	<hr/>
	1 301

#### Subventions octroyées aux projets :

#### Exercices antérieurs

Centre d'innovation pour l'eau	675
Changements climatiques et énergie	248
Sustainable Leadership Innovation Centre – Domestic Winnipeg Pilot	50
Conférence du Réseau canadien d'indicateurs de durabilité :	
Accountability through Measurement	39
Leaders for a Sustainable Future/Trade Knowledge Network Internship	39
Assessment of Microbial Genomics for Bio-refining	34
Liens entre la pauvreté et les services écosystémiques	25
Manitoba Eco Tender	25
Intern Community Training Platform	20
IISD Board Youth Consultation	13
Building Alliance of Institutions Training Young Professionals	10
Winnipeg Community Indicator System – United Way Pilot	10
Recouvrement de subventions octroyées au cours d'exercices antérieurs	(19)
	<hr/>
	(1 169)



# INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Notes complémentaires

31 mars 2012

### 4. ACCORDS DE FINANCEMENT (suite)

#### Fonds de campagne (suite)

##### Exercice considéré

Centre d'innovation pour l'eau	100 \$
Sustainable Leadership Innovation Centre – Domestic Winnipeg Pilot	17
Outil de planification d'impacts	5
Secrétariat du Réseau canadien d'indicateurs de durabilité	3
	<hr/>
	125
Solde du Fonds de campagne au 31 mars 2012	<hr/>
	7 \$

#### Subventions de fonctionnement

En avril 2011, un accord d'une durée de un an a été conclu avec l'Agence canadienne de développement international (l'« ACDI »), pour un total de 1,672 M\$. Le montant total alloué à l'exercice 2011-2012 a été reçu et est inclus dans les produits pour l'exercice. En mars 2012, l'accord a été modifié pour le proroger de 9 mois supplémentaires jusqu'au 31 décembre 2012 et a été financé à hauteur de 1,254 M\$ pour la période de prorogation. Le financement pour la période de prorogation est inclus dans les produits reportés au 31 mars 2012. L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IIDD des subventions de fonctionnement. L'IIDD a des accords de financement avec le gouvernement du Manitoba et le Centre de recherches pour le développement international (le « CRDI ») pour des périodes de cinq et six ans se clôturant le 31 mars 2016 et le 30 juin 2012, respectivement. Ces deux accords procurent une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités des bailleurs de fonds. En mars 2012, l'accord conclu avec le CRDI a été modifié pour le proroger de 12 mois supplémentaires jusqu'au 30 juin 2013 et a été financé à hauteur de 1 M\$ pour la période de prorogation. Le financement pour la période de prorogation est inclus dans les produits reportés au 31 mars 2012.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

	Subventions selon les accords	Subventions comptabilisées 2012 (en milliers de dollars)	Exercices antérieurs	Engagement de subventions résiduel
Gouvernement du Canada				
Agence canadienne de développement international	2 926 \$	1 672 \$	– \$	1 254 \$
Gouvernement du Manitoba	4 186	837	–	3 349
Centre de recherches pour le développement international	2 422	379	1 643	400
Produits tirés des subventions de fonctionnement (note 3b), i)	9 534 \$	2 888 \$	1 643 \$	5 003 \$

# INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Notes complémentaires

31 mars 2012

---

### 5. TITRES NÉGOCIABLES

Les titres négociables comprennent des placements dans des titres de créance à taux fixe dont la cote de solvabilité s'apparente à celle des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux ou de grandes banques à charte canadiennes. Les échéances varient de un mois à 30 mois en fonction des besoins futurs prévus en matière de flux de trésorerie.

Le tableau qui suit résume les placements dans les titres négociables :

<u>Échéance</u>	<u>Valeur comptable</u>	<u>Valeur de marché</u>
	(en milliers de dollars)	
2013	4 222 \$	4 221 \$
2014	3 370	3 370
	<u>7 592 \$</u>	<u>7 591 \$</u>

### 6. IMMOBILISATIONS

Le tableau qui suit résume les catégories d'immobilisations et les composantes des actifs nets investis en immobilisations :

	<u>2012</u>		<u>2011</u>	
	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>
	(en milliers de dollars)			
Systèmes informatiques	2 811 \$	2 703 \$	2 710 \$	2 637 \$
Matériel	751	645	737	633
Tenures à bail	245	195	245	178
	<u>3 807</u>	<u>3 543</u>	<u>3 692</u>	<u>3 448</u>
Valeur comptable nette		<u>264 \$</u>		<u>244 \$</u>

# INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Notes complémentaires

31 mars 2012

### 7. PRODUITS REPORTÉS

L'excédent des subventions comptabilisées sur les produits constatés à titre de subventions de fonctionnement ou de subventions affectées à des fins particulières est indiqué dans les produits reportés. Les produits reportés du Fonds d'innovation correspondent à la différence entre le montant des subventions octroyées (note 4) et des coûts admissibles engagés au 31 mars 2012. Le tableau qui suit résume les principales composantes de ces produits reportés :

	<b>2012</b>	2011
	(en milliers de dollars)	
Subventions affectées à des fins particulières		
Organismes gouvernementaux		
canadiens	<b>1 116 \$</b>	1 653 \$
internationaux	<b>6 985</b>	6 363
Organismes des Nations Unies	<b>312</b>	1 266
Organismes internationaux	<b>75</b>	264
Fondations philanthropiques	<b>1 774</b>	278
Secteur privé et autres	<b>81</b>	392
	<b>10 343</b>	10 216
Subventions de fonctionnement		
Organismes gouvernementaux		
canadiens	<b>1 654</b>	25
Fonds d'innovation	<b>54</b>	61
	<b>12 051 \$</b>	10 302 \$

### 8. CHARGES VENTILÉES

Les catégories de charges ventilées se détaillent comme suit :

	<b>2012</b>	2011
	(en milliers de dollars)	
Personnel	<b>1 174 \$</b>	1 199 \$
Déplacements	-	15
Collaborateurs	<b>6</b>	2
Fournitures et autre matériel	<b>214</b>	217
Documents de recherche	<b>60</b>	54
Télécommunications	<b>121</b>	116
Loyer	<b>516</b>	483
Amortissement des immobilisations	<b>70</b>	90
	<b>2 161 \$</b>	2 176 \$

# INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Notes complémentaires

31 mars 2012

---

### 9. ENGAGEMENTS

- a) L'IIDD est tenu d'effectuer des versements en vertu de divers contrats de location-exploitation au cours des trois prochains exercices, comme suit :

(en milliers de dollars)

2013	241 \$
2014	191
2015	144
	<hr/>
	576 \$

- b) IISD Solutions a une marge de crédit d'exploitation d'un montant maximal de 250 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel. Au 31 mars 2012, le solde impayé à l'égard de cette facilité de crédit était de néant (néant en 2011).

### 10. INSTRUMENTS FINANCIERS

#### *Risque de taux d'intérêt*

L'IIDD est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt qui pourraient avoir une incidence sur les flux de trésorerie liés aux dépôts à terme et aux titres négociables à l'échéance et au réinvestissement des instruments individuels. Ces fluctuations pourraient avoir une incidence sur la juste valeur des actifs financiers. L'IIDD n'a recours à aucun instrument financier dérivé pour gérer le risque de taux d'intérêt. Pour atténuer ce risque, les périodes d'investissement sont échelonnées en fonction des besoins futurs prévus en matière de flux de trésorerie.

#### *Risque de crédit*

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. Ce risque est géré en vertu d'une politique d'investissement qui limite les investissements de l'IIDD à des titres de créance à taux fixe dont la cote de solvabilité s'apparente à celle des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux ou de grandes banques à charte canadiennes. Le fait que les débiteurs de l'IIDD se composent de sommes exigibles de nombreuses entités des secteurs public et privé énumérées à l'annexe 2 réduit le risque de crédit associé à ces débiteurs.

#### *Risque de change*

Le risque de change correspond au risque découlant de la fluctuation des taux de change et de leur degré de volatilité. Une part importante des produits et des dépenses de l'IIDD est libellée en d'autres devises, réduisant ainsi son exposition aux niveaux prévus de rentrées et de sorties nettes en devises. L'IIDD n'a recours à aucun dérivé pour atténuer son exposition au risque de change.

**10. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**

*Juste valeur*

La valeur comptable des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme. La juste valeur des titres négociables est présentée à la note 5.

**11. GESTION DU CAPITAL**

L'Institut compte sur les subventions gouvernementales, les subventions privées et le produit de placement pour financer ses activités. Les fonds disponibles sont affectés aux divers programmes en fonction des priorités définies par le conseil d'administration et la volonté des donateurs.

Le conseil d'administration a imposé une affectation d'origine interne à des actifs nets d'un montant de 4 349 930 \$ inclus dans la réserve pour création de programmes. Ces montants affectés à l'interne ne sont pas disponibles à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration. L'affectation par les donateurs du Fonds d'innovation de 9 972 \$ et du Fonds de campagne de 7 165 \$ est d'origine externe.

Les objectifs, politiques et procédures en matière de gestion du capital demeurent inchangés par rapport à l'exercice précédent.

**12. CHIFFRES CORRESPONDANTS**

Certaines données comparatives des exercices antérieurs ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré.

**INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**  
**Annexe consolidée du fonctionnement par secteur d'activité (en milliers de dollars)**  
**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Le tableau ci-dessous présente un résumé des charges constatées pour chacun des secteurs d'activité de l'IIDD :

	Commerce et investissement	Services de production de rapports	Changements		Connectivité mondiale	Fonds d'innovation	Création de nouveaux projets	Publications et communications	Financement	Administration	Conseil d'administration	2012	2011
			climatiques et énergie	Capital sociétal et naturel								Total	Total
Produits (note 4)	4 916 \$	3 413	2 287	1 638	783	7	1	-	46	80	-	13 171 \$	12 934 \$
Personnel	3 097	916	1 604	1 222	503	4	59	229	169	1 003	-	8 806	8 154
Collaborateurs	987	1 348	449	161	179	3	9	50	7	73	-	3 266	3 382
Déplacements	453	1 071	279	100	80	-	28	-	14	94	-	2 119	1 859
Loyer	183	112	97	73	29	-	-	14	11	61	-	580	546
Fournitures et autre matériel	128	87	50	55	20	-	-	24	10	132	-	506	560
Réunions	337	1	103	42	9	-	-	1	7	3	-	503	391
Publications	170	31	30	54	5	1	-	28	15	-	-	334	346
Télécommunications	54	60	36	30	14	-	-	5	3	24	-	226	221
Amortissement des immobilisations	32	10	16	15	5	-	-	6	2	8	-	94	134
Conseil d'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	137	137	114
Documents de recherche	21	6	11	9	4	-	-	2	2	6	-	61	59
Total des charges	5 462	3 642	2 675	1 761	848	8	96	359	240	1 404	137	16 632	15 766
Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits	(546) \$	(229) \$	(388) \$	(123) \$	(65) \$	(1) \$	(95) \$	(359) \$	(194) \$	(1 324) \$	(137) \$	(3 461)	(2 832)

Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières financées  
au moyen des éléments suivants :

Subventions de fonctionnement	2 889	3 111
Intérêts	186	268
Excédent( des charges sur les produits) des produits sur les charges	(386) \$	547 \$

**INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**  
**Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières**  
**(en milliers de dollars)**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)		
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)		622 \$
Ressources naturelles Canada		100
Environnement Canada		42
Agence canadienne de développement international (ACDI)		41
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE)		27
Santé Canada		13
Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC)		10
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)		4
Vérificateur général du Canada		3
		<b>862</b>
Gouvernements provinciaux		
Manitoba		459
Colombie-Britannique		92
Alberta		27
Terre-Neuve-et-Labrador		6
Nouvelle-Écosse		6
Ontario		6
Québec		5
Saskatchewan		2
		<b>603</b>
Gouvernements étrangers		
Suisse		
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	1 195	
Direction du développement et de la coopération (DDC)	1 011	
Office fédéral de l'environnement (OFEV)	231	2 437
Commission européenne		
DG Environnement		1 874
Royaume-Uni		
Foreign and Commonwealth Office (FCO)		484
Norvège		
Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD)	349	
Ministère de l'Environnement	37	386
Allemagne		
Ministère fédéral de l'Environnement (BMU)	256	
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)	93	349
Danemark		
Ministère danois des Affaires étrangères et du Commerce		280
Japon		
Institut des stratégies environnementales mondiales (IGES)	169	
Institut de recherches sur l'industrie mondiale et le progrès social (GISPRI)	34	203
Suède		
Ministère de l'Environnement	76	
Agence suédoise de coopération au développement international (ASDI)	59	135
Espagne		
Ministère de l'Environnement		117
Corée		
Service coréen des forêts	83	
Ministère de l'Environnement	14	97
Nouvelle-Zélande		
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce		66

**INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**  
**Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières**  
**(en milliers de dollars)**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Taiwan			
Bureau de représentation de Taipei au Canada (TECO)			48 \$
Namibie			
Ministère du Commerce et de l'Industrie			45
Finlande			
Ministère de l'Agriculture et des Forêts		35	
Ministère des Affaires étrangères		6	41
Abu Dhabi			
Agence de l'Environnement			35
États-Unis d'Amérique			
Département d'État des États-Unis			10
Autriche			
Agence Autrichienne de l'Énergie			10
Mexique			
Ministère des Affaires étrangères			5
Singapour			
Représentant permanent de Singapour aux Nations Unies			1
			<b>6 623</b>
Organismes des Nations Unies			
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)			718
Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAESNU)			148
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)			54
Bureau des Nations Unies à Nairobi (UNON)			49
Bureau des Nations Unies à Genève (ONUG)			37
Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes			22
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)			18
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)			18
Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU)			17
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)			12
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)			9
Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale			3
			<b>1 105</b>



**INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**  
**Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières**  
**(en milliers de dollars)**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Organismes internationaux	
Agence internationale de l'énergie renouvelable	479 \$
Fédération mondiale de la faune – Afrique du Sud	80
Coopération économique de la zone Asie-Pacifique	77
Banque mondiale	70
Conseil International des Mines et Métaux	38
Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)	38
Commission de coopération environnementale (CCE)	37
Conservation International Liberia	33
Société pour la Conservation de la Vie sauvage (WCS)	31
Banque asiatique de développement	31
Secrétariat de la Communauté des Caraïbes	19
Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)	19
Centre de recherche forestière international	15
Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN)	15
World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)	13
International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD)	13
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	11
Autres (moins de 10 000 \$)	6
	<b>1 025</b>
Fondations philanthropiques	
Fonds des frères Rockefeller	145
Centraide Winnipeg	85
Autres (moins de 10 000 \$)	3
	<b>233</b>
Secteur privé et autres	
PricewaterhouseCoopers Services Ltd. (PwCS)	1 469
Corporation manitobaine des loteries	300
Manitoba Hydro	268
Masdar	174
Oxford Policy Management Limited	97
IVL Swedish Environmental Research Institute	65
Nunavut Tunngavik Incorporated	38
Association internationale de l'hydroélectricité (AIH)	31
Université du Manitoba	27
Pimachiowin Aki Corporation	25
EZ pmp Inc. - République de Corée	21
EnviroEconomics	20
L'Initiative des Droits et Ressources	19
Conseil norvégien pour les réfugiés	17
Enbridge	15
Groupe interprovincial et industriel sur les réductions des GES	15
Forest Europe LUO c/o Gyro AS	15
Université du Delaware	13
Université de Leeds	13
Université Simon Fraser	13
Lynne Mackenzie & Partners (Pty) Ltd	12
ESSA Technologies Ltd.	11
Suncor	10
TransCanada Energy	10
Autres (moins de 10 000 \$)	43
	<b>2 741</b>
	<b>13 192 \$</b>